



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RECUPFER

22 RUE DES CURTILLES
88410 Bleurville

Références : S-23-993RP
Code AIOT : 0006202094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2023 dans l'établissement RECUPFER implanté 22 RUE DES CURTILLES 88410 Bleurville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECUPFER
- 22 RUE DES CURTILLES 88410 Bleurville
- Code AIOT : 0006202094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT contrôlée est une installation de stockage, de dépollution et de broyage de métaux et de véhicules hors d'usage soumise à autorisation. L'Inspection s'est attachée à réaliser un contrôle documentaire avant de visiter les installations de dépollution et de broyage au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- agrément VHU ;
- agrément broyeur ;
- risques de pollution des eaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cahier des charges - Agrément VHU - Opérations de dépollution	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Cahier des charges - Agrément VHU - Remise d'un certificat de destruction	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 8	/	Sans objet
3	Cahier des charges - Agrément VHU - Emplacements dédiés	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 10 et annexe II point 8	/	Sans objet
4	Cahier des charges - Agrément VHU – Audit annuel	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 15	/	Sans objet
5	Cahier des charges - Agrément broyage - Audit annuel	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe II, point 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection ne mettent en évidence aucune non-conformité aux prescriptions applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cahier des charges - Agrément VHU - Opérations de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 1
Thème(s) : Autre, Agrément VHU
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :</p> <ul style="list-style-type: none">- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une zone de dépollution dédiée aux véhicules hors d'usage reçus sur l'installation (environ 150 véhicules par an). L'exploitant a détaillé les opérations réalisées, ces dernières n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p>



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cahier des charges - Agrément VHU - Remise d'un certificat de destruction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 8

Thème(s) : Autre, Agrément VHU

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

Constats : L'Inspection a procédé au contrôle par sondage du registre des véhicules réceptionnés sur site. La carte grise examinée comprend bien la mention de destruction du véhicule et est datée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cahier des charges - Agrément VHU - Emplacements dédiés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 10 et annexe II point 8
Thème(s) : Autre, Agrément VHU
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Annexe I 10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs. [...] Annexe II 8° Le broyeur doit se conformer aux dispositions relatives au stockage des véhicules et des matériaux issus du broyage de ces véhicules, suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage préalablement traités par des centres VHU agréés et le dépôt des déchets et produits issus du broyage de ces véhicules sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides résiduels que ces véhicules, déchets ou produits pourraient encore contenir malgré l'étape de dépollution des véhicules hors d'usage assurée par les centres VHU agréés ;- les eaux issues des emplacements mentionnés ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;- les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ;- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal. Constats : Ces dispositions sont respectées. L'Inspection a pu constater la présence de zones de stockage, de dépollution et de broyage dédiées ainsi que la mise sur rétention des produits dangereux. Les zones de stockage, de dépollution et de broyage sont constatées étanches et bétonnées. Les écoulements susceptibles d'intervenir sur ces surfaces sont dirigés vers un déshuileur débourbeur avant rejet vers milieu naturel (fossé mitoyen à l'installation). L'examen visuel du fossé n'a relevé aucune trace de pollution.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cahier des charges - Agrément VHU - Audit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I, point 15
Thème(s) : Autre, Agrément VHU
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.
<p>Constats : Ces dispositions sont respectées. L'exploitant a communiqué à l'Inspection le rapport d'audit de ses installations de dépollution pour l'année 2023.</p> <p>Cet audit, réalisé par l'organisme AFNOR en date du 22 juin 2023 fait état d'une non-conformité relative au point n° 11 du cahier des charges :</p> <p>" 11[...] l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;"</p> <p>L'organisme AFNOR relève que :</p> <ul style="list-style-type: none">- le taux de réutilisation et de recyclage (TRR) est déclaré à 3.69 % ;- le taux de réutilisation et de valorisation (TRV) est déclaré à 4.75 %. <p>L'exploitant indique que le TRV de 4.75 %, que l'Inspection remarque néanmoins proche de la cible de 5 %, est du à la nature des apports sur le site (véhicules dont certains des composants valorisables ont déjà été retirés) ainsi qu'au faible nombre de véhicules reçus sur l'installation annuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Cahier des charges - Agrément broyage - Audit annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe II, point 13
Thème(s) : Autre, Agrément VHU
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: <p>13° L'exploitant fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.
Constats : Ces dispositions sont respectées. L'exploitant a communiqué à l'Inspection le rapport d'audit de ses installations de broyage pour l'année 2023. Cet audit, réalisé par l'organisme AFNOR en date du 22 juin 2023 ne fait état d'aucune non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet